ISRAËL ET LES TERRITOIRES OCCUPÉS

Date d'admission à l'ONU : 11 mai 1949.

TRAITÉS : RATIFICATIONS ET RÉSERVES

Territoire et population : Israël n'a pas encore présenté de document de base à l'intention des organes de surveillance.

Droits économiques, sociaux et culturels

Date de signature : 19 décembre 1966; date de ratification : 3 octobre 1991.

Le rapport initial d'Israël (E/1990/5/Add.39) a été examiné par le Comité à sa session de novembre-décembre 1998; le deuxième rapport périodique doit être présenté le 30 juin 1999.

Droits civils et politiques

Date de signature : 19 décembre 1966; date de ratification : 3 octobre 1991.

Le rapport initial d'Israël (CCPR/C/81/Add.13) a été examiné par le Comité à sa session de juillet 1998; le deuxième rapport périodique doit être présenté en juin 2002.

Réserves et déclarations : Articles 4, 9 et 23.

Discrimination raciale

Date de signature : 7 mars 1966; date de ratification : 3 janvier 1979.

Israël a présenté ses septième, huitième et neuvième rapports périodiques en un seul document (CERD/C/294/Add.1), qui a été examiné par le Comité à sa session de mars 1998; le dixième rapport périodique devait être présenté le 2 février 1998.

Réserves et déclarations : Article 22.

Discrimination à l'égard des femmes

Date de signature : 17 juillet 1980; date de ratification : 3 octobre 1991.

Israël doit présenter son troisième rapport périodique le 2 novembre 2000.

Réserves et déclarations : Alinéa (b) de l'article 7, article 16, paragraphe 2 de l'article 29.

Torture

Date de signature : 22 octobre 1986; date de ratification : 3 octobre 1991.

Le deuxième rapport périodique d'Israël (CAT/C/33/Add.3) a été examiné par le Comité à sa session de mai 1998; le troisième rapport périodique doit être présenté le 1er novembre 2000.

Réserves et déclarations : Article 20; paragraphe 1 de l'article 30.

Droits de l'enfant

Date de signature : 3 juillet 1990; date de ratification : 3 octobre 1991.

Israël devait présenter son rapport initial le 1er novembre 1993.

RAPPORTS AUX ORGANES DE SURVEILLANCE

Comité contre la torture

Le Comité a examiné le deuxième rapport périodique d'Israël (CAT/C/33/Add.3, mars 1998) lors de sa session de mai 1998. Le rapport rédigé par le gouvernement contient entre autres des renseignements sur les sujets suivants : la loi fondamentale sur la dignité et la liberté humaines, le projet de loi sur le Service général de sécurité (SGS) et la modification proposée à l'ordonnance sur les moyens de preuve; le rapport de 1994 de la Commission Kremnitzer qui avait été créée pour proposer un plan d'action en vue de résoudre le problème de la violence utilisée par le personnel policier; la réaction des autorités aux recommandations de la Commission Kremnitzer et les mesures prises; le Bureau de la défense du citoyen; les dispositions de la législation pénale après les modifications de 1994; les programmes de formation pour la police, le Service des prisons et le Service général de sécurité; un examen des méthodes utilisées pour les interrogatoires et le processus d'examen judiciaire des plaintes; le traitement des personnes détenues ou emprisonnées; le traitement des plaintes et la procédure pénale en ce qui regarde la police israélienne, le Service des prisons, le Service général de sécurité et les Forces de défense israéliennes; l'indemnisation des victimes; enfin, la Commission Goldberg qui a été formée en 1993 pour examiner la valeur des condamnations entièrement ou presque entièrement fondées sur les aveux de l'accusé, la possibilité d'obtenir un nouveau procès et d'autres sujets relatifs aux droits des personnes faisant l'objet d'une enquête de la police.

Dans ses observations finales (CAT/C/ISR), le Comité fait état d'un certain nombre de réformes mises en marche par le gouvernement, dont la création du Bureau de défense du citoyen, la création de la Commission Kremnitzer dont le mandant était de recommander un mécanisme de surveillance de la violence policière, les modifications apportées au Code criminel, l'examen ministériel des méthodes employées par plusieurs services de sécurité pour les interrogatoires et la création de la Commission Goldberg chargée d'examiner les règles de la preuve. Le Comité mentionne également que le gouvernement invoque l'état d'insécurité qui règne en Israël comme obstacle à l'application de la Convention et rappelle qu'aux termes du paragraphe 2 de l'article 2 de la Convention, de telles conditions ne peuvent être invoquées pour justifier la torture.

Les sujets de préoccupation retenus par le Comité sont, entre autres : le recours continu, pour les interrogatoires, aux « règles de la Commission Landau » qui autorisent l'exercice d'une pression physique de la part du Service général de sécurité et la justification de cette